

# Le recul paradoxal des valeurs libérales

Il peut paraître étrange de parler aujourd'hui du recul des valeurs libérales dans un pays comme la France que l'on considère à la fois comme un pays à faible tradition libérale et où le mot libéral est, pour des raisons historiques, assimilé au libéralisme économique et même à sa variante néolibérale. Aux Etats-Unis, le terme libéral a un tout autre sens. Il renvoie à des valeurs qui seraient en Europe des valeurs de gauche ou du centre fondées sur la tolérance, l'ouverture, la raison et surtout la libre détermination des individus dans une société ouverte. Le libéralisme américain est l'envers du conservatisme social et politique. En France, on s'est interrogé depuis longtemps sur la faible prégnance de l'idéal libéral. Elle tient pour l'essentiel à deux facteurs. Le premier, d'origine politique, tient à l'emprise d'une culture républicaine qui est une culture de corps qui s'efforce d'insérer les citoyens dans un ensemble de principes et de valeurs fondatrices et intégrationnistes. La priorité est ainsi donnée à la recherche d'une identité collective. Le second, de nature économique, tient à l'influence historique de l'Etat et à la très forte méfiance pour le libre-échange. L'idée que la France constituerait un îlot il-libéral dans un monde occidental qui, lui, le serait est une idée largement reçue. Or, il nous faut très sérieusement réviser ce jugement sommaire car ce qui vient de se passer aux Etats-Unis constitue une défaite considérable pour le libéralisme. Là encore, ce jugement pourra surprendre pour qui connaît les options résolument néolibérales de l'administration Bush. Sa politique de baisse des impôts profitant surtout aux catégories les plus aisées, ses projets de privatisation de la Sécurité sociale, sa volonté profonde de réduire l'intervention de l'Etat dans tous les domaines sauf celui de la sécurité expriment une vision ultra-libérale de l'économie et de sa régulation. Mais la réélection de M. Bush a par ailleurs révélé le formidable recul des valeurs sociales et culturelles libérales au profit des valeurs religieuses très traditionnelles et fortement antilibérales. Car, en effet, et au-delà des généralisations abusives faites ici et là, à propos de l'électorat religieux de M. Bush, il y a un point commun à beaucoup de ses électeurs : leur volonté majoritaire de restreindre le champ des préférences individuelles (démarche libérale) au profit des normes sociales collectives reconnues par la loi et opposables à la liberté de chaque individu. La volonté du puissant mouvement évangéliste de constitutionnaliser l'interdiction de l'avortement, voire du mariage homosexuel, est la marque indiscutable d'un recul de la pensée libérale, qui cherche au contraire à accroître l'espace des libertés des individus. Les libéraux cherchent généralement à étendre le champ des domaines où le libre choix individuel doit prévaloir, alors que les antilibéraux veulent au contraire accroître le nombre de prescriptions collectives. Les libéraux disent, par exemple, que l'avortement est un choix individuel. Les conservateurs estiment, eux, que cette question morale ne peut pas relever de préférences individuelles. En simplifiant, les libéraux se situent dans la perspective où des règles permettraient la coexistence de préférences individuelles tandis que les antilibéraux estiment que le champ des préférences individuelles doit être réduit au profit de préférences collectives.

Certes, cette poussée des évangélistes, par exemple, peut être mise sur le compte d'une religiosité américaine traditionnellement plus forte en Amérique qu'en Europe. Mais cette explication n'est pas convaincante. Car cette religiosité n'est pas contemplative. Elle se veut

active politiquement. Elle cherche à redessiner les frontières entre l'Eglise et l'Etat et à faire en sorte que l'Etat puisse, par la loi, restreindre le champ des libertés que l'on appellerait de conscience. La force de M. Bush et de son architecte politique, Karl Rove, a été précisément d'avoir montré à quatre millions d'évangélistes qui dédaignaient jusque-là la politique de considérer que celle-ci pouvait devenir le moyen de faire avancer leurs convictions morales, et donc de faire reculer la sécularisation de la société américaine. Il en découle une identification croissante de cet électorat avec le Parti républicain qui devient

lui-même de plus en plus dépendant de cette base évangéliste.

Certes, le vote évangéliste est loin d'être homogène. Mais pour sa fraction la plus conservatrice, qui est aussi la plus engagée dans le combat politique, un changement important s'est produit : la politique est massivement considérée comme un nouvel espace de mission. Du coup, le sens même des élections change. Les valeurs morales passent bien avant toute considération, bien avant l'économie, la santé ou la fiscalité. C'est d'ailleurs une des différences les plus fortes qui sépare les électors de Kerry et de Bush. Le premier s'est déterminé sur des facteurs purement rationnels (emploi, santé, éducation, guerre en Irak), alors que chez les républicains, les enjeux moraux, dont la lutte contre l'avortement, sont présentés comme la cause première de leur choix. L'Amérique se trouve donc bel et bien dans une situation paradoxale où un libéralisme économiquement dur et inégalitaire se renforce tandis que les valeurs sociales et culturelles libérales sont très clairement sur la défensive. Or, même s'il est particulier, l'exemple américain paraît suffisamment important pour que l'on s'interroge sur le sens de ce divorce.

Il n'y a, là encore, pas d'explication simple à un problème complexe. Mais cette évolution paraît en fait assez conforme à ce que l'on dit à propos de la mondialisation : à mesure que les logiques de marché s'étendent et se renforcent, les logiques identitaires se rétractent et se durcissent. On peut donc être libre-échangiste et évangéliste, de même que l'on peut être libre-penseur et protectionniste. De ce point de vue, ce qui se passe aux Etats-Unis n'est pas si étrange que cela. Mais cette évolution constitue un véritable recul pour le libéralisme dans la mesure où celui-ci a toujours cherché à établir une cohérence entre le libéralisme social et culturel et le libéralisme économique, alors que nous assistons à une disjonction croissante entre ces deux dimensions.

De cette situation dont l'Europe est partiellement ou provisoirement exemptée, il faut tirer plusieurs leçons. La première est de nature intellectuelle. Il est temps que ceux qui réfléchissent sur le libéralisme et sur ses modalités nous disent ce qu'il faut penser de ce clivage et du sens qu'il faut lui donner, plutôt que simplement nous dire et nous rappeler que la France reste décidément une société peu libérale. Il y a très curieusement peu d'analyses sur le sens à donner au recul de la pensée libérale américaine au-delà des analyses un peu simples sur le retour du religieux. Il y a encore moins d'interprétation sur le recul de ce libéralisme en dehors des Etats-Unis. La seconde est de nature plus politique. Elle doit inciter ceux qui surenchérisent sur la conquête de nouveaux droits – notamment en matière de mœurs et de vie privée – à se montrer peut-être plus prudents pour nous épargner la réaction antilibérale à laquelle les Etats-Unis sont désormais confrontés.

ZAKI LAÏDI

est politologue au Ceri.

**La leçon, inattendue, de l'élection présidentielle américaine.**